

Affaire suivie par :

Besançon, le 24 novembre 2023

Service Prévention des Risques

Tél :

Courriel :

N/réf.: UID257090/SPR/MP/AR 2023 - 1124D

<u>OBJET :</u>	SYBERT. Mise à jour de certaines prescriptions, dans le cadre du réexamen au titre de la directive IED, au regard des meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets.
<u>PL :</u>	Projet d'arrêté de prescriptions complémentaires

RAPPORT DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Objet :

L'exploitant a remis en date du 7 décembre 2020 un dossier de réexamen suite à la publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à l'incinération des déchets. Il a complété son dossier par courrier du 13 janvier 2023. Ces MTD ont été retraduites dans l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le présent rapport a pour objet de statuer sur le positionnement de l'installation vis-à-vis de ces meilleures techniques, au regard du rapport de réexamen fourni.

Activités et situation administrative de l'établissement :

Le SYBERT (syndicat mixte de Besançon et de sa région pour le traitement des déchets) exploite sur la commune de Besançon une unité de valorisation énergétique. Pour ce faire, l'exploitation a été confiée à la société VALAXION, mais le SYBERT reste titulaire de l'arrêté préfectoral d'exploitation. L'unité de valorisation énergétique comporte une ligne d'incinération d'une capacité unitaire de 4,4 tonnes par heure (PCI=2 000 kcal/kg). Sa capacité est de 42 000 tonnes par an depuis l'arrêt de la plus ancienne ligne en janvier 2022. Les mâchefers sont gérés sur la plateforme de maturation voisine, comportant 9 alvéoles de 900 m³ chacune.

Les installations existantes relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Désignation de l'activité	Rubrique ICPE	Régime actuel (*)	OBSERVATIONS
Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	3520-a	A	1 four de capacité nominale de 5,06 t/h à PCI 2000 kcal/kg Puissance thermique maximale 11,77 MW
Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	2771	A	1 four de capacité annuelle nominale de 42 000 t
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	4511-2	DC	Stockage de cendres sous-chaudière et REFIOM pour une capacité maximale de 100 tonnes
1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	2515-1b	D	2 broyeurs de 75 kW Total = 150 kW
Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non	2713-2	D	Surface globale de stockage des métaux : 127 m ²

dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ² mais inférieur à 1 000 m ²			
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	2715	D	Volume maximal : 300 m ³

A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; D : déclaration ; NC : non classée

Les installations sont réglementées notamment par l'arrêté préfectoral n° 2004 0109 04963 du 1^{er} septembre 2004 modifié.

L'établissement est classé IED au titre de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 sur les émissions industrielles au titre de la rubrique 3520-a (qui est également la rubrique principale) : « Incinération ou co-incinération de déchets non dangereux, avec une capacité de plus de 3 tonnes par jour ».

Le périmètre IED de l'établissement, au sens de l'article R515-58 du code de l'environnement, est constitué des installations suivantes :

- l'usine d'incinération (UVE) ;
- la plateforme de stockage temporaire et de maturation des mâchefers.

Ainsi que les installations s'y rapportant directement.

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables

DOSSIER DE RÉEXAMEN

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WI - Waste Incineration « Incinération des Déchets », qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3520, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/7987 de la Commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 3 décembre 2019.

Par conséquent, un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 2 décembre 2020 au plus tard.

L'exploitant a transmis ce dossier au préfet par courrier du 7 décembre 2020, complété par courrier du 13 janvier 2023.

RÉVISION DES PRESCRIPTIONS ET DÉLAI D'APPLICATION

L'article R.515-70-I du code de l'environnement dispose quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3520, l'exploitation en conformité avec les MTD pour l'incinération des déchets doit donc être effective pour le 2 décembre 2023.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2019/2010 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature susvisée :

- 3520
- 3510 (pour certaines installations)
- 3531 (pour certaines installations)
- 3532 (pour certaines installations).

Aussi, sauf demande de dérogation vis-à-vis d'un niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD) ou demande d'application d'une meilleure technique alternative, il n'y a pas lieu de prescrire par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires aux dispositions de cet arrêté ministériel.

En effet, l'arrêté ministériel susvisé est d'ores et déjà applicable à l'établissement et acte de l'application des MTD pour le traitement des déchets.

Instruction du dossier de réexamen :

1. Documents de référence sur les meilleures techniques disponibles applicables

L'établissement est visé par la directive IED pour son activité relative à la rubrique 3520.

En conséquence, il est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels suivants :

- Conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, décision 2019/7987 du 12 novembre 2019 (BREF WI).

Il n'a pas été retenu de documents BREFs transverses, qui apporteraient des MTD complémentaires pertinentes pour le type d'installations considérées.

2. Comparaison du fonctionnement de l'installation par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD)

Le dossier de l'exploitant présente une comparaison du fonctionnement de son installation par rapport aux MTD décrites dans les conclusions sur les MTD pour l'incinération des déchets du 12 novembre 2019.

L'exploitant a pris en compte l'ensemble des 37 MTD du BREF WI. L'exploitant considère que toutes les MTD lui sont applicables, à l'exception des MTD suivantes :

- MTD 4 et 24f concernant les poussières : le traitement ne fonctionne pas à une pression subatmosphérique et les mâchefers sont humides ;
- MTD 6 pour la partie concernant les rejets dans l'eau résultant de l'épuration des fumées : le traitement des fumées est de type sec et ne génère pas d'effluents liquides ;
- MTD 8, 13 et 9f concernant l'incinération de déchets dangereux : l'installation n'accepte pas de déchets dangereux (dont POP et DASRI) ;
- de même toutes les techniques associées à l'incinération de déchets dangereux (dont DASRI) ;
- MTD 22 concernant l'incinération de déchets gazeux ou liquides : l'installation ne reçoit pas ce type de déchets ;
- MTD 26 concernant les émissions atmosphériques canalisées résultant du traitement confiné des scories et des mâchefers avec extraction d'air : le traitement des mâchefers se déroule dans un bâtiment couvert sans extraction d'air spécifique.

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement.

Analyse de l'inspection :

Le dossier fourni positionne clairement les installations par rapport aux MTD, et argumente de manière suffisamment précise le fait que l'établissement n'est pas concerné par certaines de ces MTDs.

Observations de l'inspection

Les installations sont déjà en conformité vis-à-vis de la majeure partie des meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets qui lui sont applicables. Toutefois, la mise en conformité complète de ses installations avant l'échéance réglementaire du 2 décembre 2023 rappelée plus haut est accessible. L'exploitant propose pour ce faire un calendrier de mise en conformité. Celui-ci ne concerne que les MTD suivantes :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Information éventuelle sur l'action à réaliser par l'exploitant	Délai de mise en conformité
3	Mesures des effluents aqueux des unités de traitement des mâchefers	Mesure en continu des débits, pH et conductivité du traitement des mâchefers sur la nouvelle plateforme	02/12/23
4	Mesures d'émissions à la cheminée	Mesure en continu du mercure, mesure semestrielle pour les PBDD/PBDF, mesure annuelle pour N ₂ O, mesures PCB de type dioxines à prévoir 6 fois consécutivement avec les dioxines PCDD/PCDF, mesure annuelle pour Benzo[a]pyrène	02/12/23
5	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales	Campagnes de mesure durant les phases de démarrage et d'arrêt sans combustion de déchet à prévoir. Elles seront réalisées tous les 3 ans via un organisme de contrôle. Mesures en continu : suivi et historisation lors des conditions autres que normales, selon un cadre spécifique à ces phases pour les polluants surveillés en continu (voir MTD 4).	02/12/23
6	Surveillance des effluents aqueux des unités de traitement des mâchefers	Mesures des rejets aqueux du traitement des mâchefers dans sa nouvelle configuration	02/12/23
11	Surveillance des livraisons de boues	Échantillonnage périodique et analyse des propriétés/substances clés (par exemple, valeur	02/12/23

		calorifique, taux d'humidité, teneur en cendres et en mercure). L'exploitant veillera, notamment, à suivre le PCI des boues conformément à l'article 27.7 de l'arrêté préfectoral du 01/09/2004 modifié.	
12	Stockage des flux de déchets reçus : étanchéité fosse OM	<p>Mise en œuvre d'un protocole de contrôle visuel pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchet, à une périodicité quinquennale, comme indiqué dans le paragraphe 3.3 de l'annexe 3 de l'arrêté du 12 janvier 2021.</p> <p>Ce protocole est mis en œuvre notamment au regard du caractère fracturé du sous-sol en présence de karst rendant peu fiables et reproductibles les mesures établies par la mise en œuvre de piézomètres pour le suivi des eaux souterraines</p>	02/12/23
18	Fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales	<p>Un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques à réaliser.</p> <p>Protocoles et procédures d'exploitation seront définis conjointement avec l'exploitant de l'UVE.</p>	02/12/23
23	Mise en évidence des principales sources d'émissions diffuses de poussières	<p>Mesures/analyses des principales sources d'émissions diffuses de poussières du traitement des mâchefers.</p> <p>Protocoles et procédures d'exploitation seront définis conjointement avec l'exploitant de l'UVE</p>	02/12/23
34	Réduction des effluents aqueux des unités de traitement des mâchefers	A définir en fonction de la qualité des rejets aqueux du stockage et traitement des mâchefers dans sa nouvelle configuration	02/12/23
37	Réduction des émissions sonores	La mesure réalisée au point 3 a été faite à proximité immédiate du bâtiment GTA et des	02/12/23

		<p>aéroréfrigérants. Ces équipements ne peuvent pas être implantés à l'intérieur d'un bâtiment pour leur fonctionnement et ne peuvent être déplacés compte tenu de la surface disponible.</p> <p>De plus, il n'est pas envisageable de mettre en œuvre un mur antibruit pour réduire l'impact du niveau acoustique des aéroréfrigérants implantés à ~ 4 m compte tenu de leur implantation à proximité de la limite de propriété et de la façade de l'usine créant des problématiques de réverbération</p> <p>Par ailleurs, SYBERT n'a jamais eu de plainte concernant des nuisances sonores.</p>	
--	--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Complétude du dossier :

Il ressort que l'exploitant a réalisé son dossier de réexamen dans les formes prévues par le guide pour la simplification du réexamen édité par la direction générale de la prévention des risques. En effet, s'y trouvent les éléments suivants :

- Le périmètre IED et les conclusions MTD à considérer dans le réexamen,
- L'avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation,
- Un examen comparatif à l'ensemble des MTD applicables aux installations de l'établissement a été réalisé par l'exploitant,
- Le rapport de base prévu par le L.515-30 du Code de l'Environnement.

Consultations :

L'article L. 515-29-I du Code de l'Environnement prévoit deux cas de figure rendant nécessaire la consultation du public et des communes concernées :

- l'exploitant demande une dérogation (vis-à-vis du respect des NEA-MTD) ;
- le réexamen a été déclenché à l'initiative de l'autorité administrative, en raison d'un impact environnemental avéré et important.

L'établissement n'est **pas concerné par ces situations**. Dès lors, il n'a pas été réalisé de consultation externe.

A noter que l'article R. 515-68-III prévoit que la consultation du CODERST n'est obligatoire que dans les cas où une dérogation est sollicitée.

Conclusions et propositions de l'Inspection des installations classées

Au regard de l'examen du dossier de réexamen rendu par l'exploitant ainsi que de ses compléments, et étant donné la réglementation nationale déjà applicable, il y a lieu de proposer un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires au titre de l'article R.515-71 du code de l'environnement portant sur :

- la mise à jour de la situation administrative ;
les dispositions relatives à la cessation d'activité propres aux sites IED ;
- l'actualisation des prescriptions relatives à la surveillance des sols et des eaux souterraines compte-tenu des éléments présentés dans le rapport de base (site en zone karstique notamment) et des obligations de l'article R515-60 du Code de l'Environnement..

Nous proposons par ailleurs à Monsieur le Préfet au moyen du projet de courrier joint au présent rapport, de :

- prendre acte de la déclaration de l'exploitant quant à l'exploitation de ses installations dans le respect des meilleures techniques disponibles applicables à son secteur d'activité. Ce dernier prendra la forme d'un APC compatible avec la directive IED actant notamment la situation administrative actualisée du site ;
- rappeler à l'exploitant les références des prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui est applicable à l'exploitation de ses installations et qui assurera l'opposabilité des mesures du BREF WI au 2 décembre 2023 ;
- informer l'exploitant que son dossier de réexamen fait foi et que son respect est susceptible d'être contrôlé par la DREAL dès à présent.

Ce projet d'arrêté a été transmis à l'exploitant qui, par courriers des 2 octobre et 23 novembre 2023, a formulé ses observations conformément aux articles L.121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration.

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
Signé	Signé	Signé